

BULLETIN

Le magazine
du travail décent

3/24

Focus:
LE SECTEUR
AGRICOLE EN
ÉVOLUTION



BRÜCKE
Le PONT



Photo de couverture et quatrième de couverture : Des ouvriers agricoles au Togo. Au-delà du travail manuel dans les champs, les ouvriers·ères se forment, coordonnent, négocient et planifient les différentes activités agricoles. Ils et elles représentent le changement. Nous nous engageons, aux côtés de nos partenaires locaux, pour que les participant·es à nos projets bénéficient durablement de meilleures conditions de travail.

IMPRESSUM

Édité par : Brücke Le Pont,
Rue St-Pierre 12, 1700 Fribourg
+41 26 425 51 51
info@bruecke-lepont.ch
bruecke-lepont.ch

Rédaction : Pascal Studer
Images : Brücke Le Pont, Apid, Mapto
Design : Studio Way, Zürich
Impression : Cavelti AG, Gossau
Le bulletin paraît trois fois par an.

Impression climatiquement neutre
sur papier FSC.

DONS

IBAN CH43 0900 0000 9001 3318 2
Bénéficiaire : Brücke Le Pont,
Ausstellungsstrasse 21, 8005 Zürich
Ou en ligne : → bruecke-lepont.ch/dons



Votre don en
bonnes mains.

BRÜCKE LE PONT œuvre pour un monde juste dans lequel tous les êtres humains peuvent vivre de façon autonome d'un travail décent.

Avec notre programme de développement, nous soutenons l'amélioration durable des conditions de vie et de travail en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine. Le programme « Travail en dignité » bénéficie du soutien de la Direction du développement et de la coopération (DDC), Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).



Chère lectrice, cher lecteur,

Ce sont souvent de petites choses qui nous font sourire. Ici, c'est en écoutant les récits d'Amivi Atanase. Ouvrière agricole au Togo, elle participe à notre projet Mapto et se livre dans ce bulletin.

Depuis qu'elle participe à ce projet, sa vie s'est améliorée. Même si son travail reste laborieux, le projet lui a permis d'augmenter ses revenus, de suivre des formations et de renforcer sa confiance en elle. Et ce n'est pas fini : elle veut en apprendre davantage sur l'économie afin de développer le commerce au sein de sa coopérative.

Avec nos organisations partenaires, nous améliorons durablement les conditions de travail des ouvriers et ouvrières agricoles. Cet engagement crée un réel impact, y compris dans la vie d'Amivi Atanase. L'éducation de ses deux filles est désormais assurée, et leurs ambitions renforcées. Elles veulent ainsi devenir « la première présidente du Togo ». Une petite phrase qui représente tant.

Ce bulletin se concentre sur les travailleurs et travailleuses agricoles, qui sont trop souvent négligé·es et marginalisé·es. Nous sommes convaincus qu'ils et elles ont aussi droit à un travail équitable.

Cordiales salutations

Franziska Theiler, directrice

Une assurance grandissante dans les champs au Togo

C'est un objectif important de Brücke Le Pont : améliorer les conditions de travail dans l'agriculture en Afrique de l'Ouest. Nous constatons les résultats réjouissants du projet Mapto lors d'une visite dans un champ de maïs au Togo.

Texte : Nicole Bolliger



Le calme règne dans les champs à quelques kilomètres au nord-est de Kpalimé, une petite ville togolaise. Nous sommes fin mai et la saison des pluies touche à sa fin. Pour les ouvriers et ouvrières agricoles, cela signifie qu'il y a beaucoup de travail en perspective dans les champs.

Un travail effectué dans des conditions équitables. Car c'est bien cela la mission du projet Mapto : valoriser le travail agricole au Togo grâce à la professionnalisation de la main d'œuvre, une meilleure reconnaissance du métier, et moins d'exploitation.

Le bruit des pioches sur la terre

Après 45 minutes de trajet en pick-up sur des chemins de terre troués – dans un endroit inaccessible aux voitures de tourisme – nous apercevons Dadaouinam Atanase. Il est le président de la coopérative Presa, et une figure importante du projet. Après nous avoir salués, il nous conduit, avec ses bottes vertes et son gilet fluorescent orange, vers le champ de maïs de 1,5 hectare sur lequel la coopérative travaille cet après-midi-là.

On réalise vite que seul, on se perdrait. Mais Dadaouinam Atanase semble connaître chaque brin d'herbe, chaque buisson et chaque pierre. C'est ainsi qu'au bout de quelques minutes, nous nous retrouvons devant une douzaine d'ouvriers-ères agricoles qui préparent activement le sol d'un champ de maïs avec des pioches. « Voilà », dit-il.

Jacques Kodjo, participant au projet, aime travailler avec ses collègues.

Les hommes travaillent en silence. Seuls les coups de pioche en métal sur la terre et la pierre se font entendre. Penchés entre les tiges de maïs qui leur arrivent à la taille, les ouvriers sont cachés. Quelques arbres leur offrent de l'ombre et les protègent du soleil lorsqu'ils font une pause. Il fait chaud et l'humidité est élevée.

« J'ai pu m'inscrire dans un centre de formation. Les enseignements proposés m'aident beaucoup »

Jacques Kodjo, participant au projet

Le travail manuel dans les champs est difficile. Ndala Bouabalo le sait. Et pourtant, ce participant au projet de 28 ans déclare : « Avant, je ne travaillais pas. Maintenant, mon travail me permet de nourrir ma famille et mes enfants peuvent aller à l'école ». Au sein de la coopérative Presa, Ndala Bouabalo et ses collaborateurs reçoivent des contrats de prestations, qui les protègent juridiquement et leur permettent de toucher un salaire décent pour sortir de la pauvreté.

Réduire l'exode rural

Au fond, c'est ce que permet le projet Mapto qui offre une meilleure protection juridique, de meilleures conditions de travail et plus de perspectives aux ouvrier-ères agricoles. Indirectement le projet impacte également leurs familles, qui peuvent désormais envoyer leurs enfants à l'école par exemple.

Auparavant, le quotidien des ouvriers·ères agricoles était encore plus précaire. Le manque de reconnaissance de la profession ainsi que la mauvaise organisation des ouvriers·ères ont souvent conduit à l'exploitation. Les salaires n'étaient par exemple pas payés et l'eau manquait pendant les heures de travail. De nombreuses personnes exploitées ont quitté le pays, préférant tenter leur chance au Burkina Faso ou au Ghana, avant de constater que la situation n'est pas très différente dans ces pays voisins.

« Maintenant, je peux nourrir ma famille et mes enfants peuvent aller à l'école »

Ndala Bouabalo,
participant au projet

Ndala Bouabalo connaît bien ces histoires. Ce père de deux enfants sait aussi que les jeunes ont de moins en moins envie de travailler dans les champs. Ils et elles veulent porter un costume et gagner leur vie assis·e derrière un bureau en ville. Ce n'est pas le cas de Jacques Kodjo. Le jeune homme de 23 ans a profité du projet à bien des égards, comme il le raconte à l'ombre d'un arbre : « J'ai pu économiser de l'argent et m'inscrire dans un centre de formation. Les cours, tels que celui, sur les pratiques de fabrication du compost, m'aident beaucoup ».

Le projet Mapto en bref

L'agriculture est la colonne vertébrale de l'économie togolaise. Pourtant, le travail agricole souffre d'une mauvaise réputation. Pour une grande partie de la population, ce métier est synonyme d'échec. La profession n'est par conséquent ni reconnue ni protégée et fait partie du secteur informel, où l'exploitation est fréquente.

C'est là qu'intervient notre projet Mapto. En encourageant la création de coopératives, le pouvoir de négociation des ouvriers·ères agricoles est renforcé et la profession tend à être reconnue sur le marché du travail formel. Les ouvriers·ères acquièrent des compétences en gestion et sont encouragés à suivre une formation continue. Deux besoins sont ainsi satisfaits : les agriculteurs·trices obtiennent des produits de meilleure qualité, et les ouvriers·ères ont des contrats avec un revenu équitable.

La durabilité du projet est ainsi assurée. Chaque partie a en effet tout intérêt à poursuivre les activités du projet. Les coopératives, fortes de leur succès, se propagent ce qui contribue à valoriser le travail agricole.



(FOCUS)



Dans les champs, les ouvriers parlent rarement car il y a beaucoup à faire.

Rêves personnels, projets individuels

Alors que le soleil se couche lentement à l'horizon, marquant la fin de la journée de travail, on constate que les hommes ont l'air satisfaits, rient et font des blagues. Ils souhaitent s'améliorer dans leur travail, car ils ont tous des rêves et des projets. Après tout, c'est leur vie et leur avenir qui se déroulent ici sous leurs yeux.

Ndala Bouabalo sait qu'il peut progresser. « J'aimerais m'améliorer en gestion d'entreprise », dit-il. Jacques Kodjo lui fait un signe de tête. En effet, ce point est central dans le projet, car la collaboration dans

une coopérative comme Presa requiert une bonne gestion des ressources. Quel matériel doit-on se procurer ? Comment négocier les prix avec les agriculteurs·trices ? Comment défendre ses intérêts de manière unie afin que la coopérative conserve la meilleure position de négociation possible ? Ce sont des questions capitales pour les ouvriers·ères agricoles. Il est essentiel d'en prendre conscience. 

« Mes filles veulent être présidente »

Les participant·es aux projets sont au cœur de la coopération au développement. Amivi Atanase, 28 ans, participe au projet Mapto au Togo en tant qu'ouvrière agricole. Ci-dessous, elle nous donne un aperçu de sa vie.

« Je m'appelle Amivi. Je suis membre de la coopérative Presa et je participe depuis longtemps au projet Mapto en tant qu'ouvrière agricole. Le travail dans les champs me plaît beaucoup et me fait du bien. Grâce au projet, j'apprends de nouvelles choses et cela me rend meilleure dans mon travail. Je sens aussi que ce projet me donne de plus en plus confiance en moi, notamment grâce au soutien mutuel entre collègues. C'est un sentiment formidable : nous prenons ainsi tous davantage confiance en nous.

C'est d'autant plus important car notre travail comprend quelques défis. Tout d'abord, le travail dans les champs est très dur. C'est pourquoi je souhaite qu'à l'avenir, nous puissions acquérir davantage de machines qui nous facilitent le travail. Cela nous aiderait beaucoup en ce moment – nous avons tellement de choses à faire !

De plus, il n'est pas toujours facile de faire face aux préjugés de la société, car le travail agricole n'a pas bonne réputation au Togo. Mais je ne me décourage pas pour autant. Au contraire, je veux contribuer à ce que nous soyons reconnu·es pour ce que nous sommes : des personnes importantes pour la société et la sécurité alimentaire du pays.

Amivi Atanase veut se former en économie. « Cela me permettra de travailler dans le commerce », dit-elle.



Ma vie s'est nettement améliorée depuis Mapto. Celle de mes deux filles, Julienne douze ans et Estelle huit ans, également. L'augmentation de mon revenu me permet de payer leurs frais de scolarité. Je peux désormais préparer le petit-déjeuner de mes filles. Elles adorent aller à l'école, d'autant plus qu'elles souhaitent devenir la première présidente du Togo quand elles seront grandes.

Mais elles ne sont pas les seules à avoir des projets en tête. Moi aussi, je veux évoluer et réaliser mes ambitions. Je veux m'améliorer en économie afin de pouvoir travailler dans le commerce, et plus particulièrement dans l'achat et la vente au sein de la coopérative. Je veux également m'engager pour ce qui me tient à cœur : travailler pour que nous, les travailleurs et travailleuses agricoles, soyons pas à pas mieux reconnu·es dans la société ». ☺

L'entretien a été enregistré par Pascal Studer.

« Les femmes prennent davantage d'initiatives »

A quoi ressemble la vie des participant·es aux projets dans les pays d'intervention de Brücke Le Pont ? Qu'est-ce qui les préoccupe réellement ? Dans cette rubrique, nous leur donnons carte blanche afin qu'ils et elles nous en parlent directement. Dans le numéro actuel, la coordinatrice locale Nadège Houetohossou nous parle des femmes qui s'affirment.

Interview : Pascal Studer



S'il y a un mantra chez Brücke Le Pont, c'est bien celui-ci : les projets doivent être portés par les acteurs locaux. Ce sont leurs projets. C'est pourquoi nous collaborons étroitement – et sur un pied d'égalité – avec des coordinations et des organisations partenaires locales. Dans la rubrique « Carte Blanche », ils et elles racontent ce qui les préoccupe actuellement. Dans ce numéro, c'est Nadège Houetohossou, coordinatrice locale au Togo et au Bénin qui prend la parole.

Nadège, de quel sujet aimerais-tu parler ?

Des femmes, et de la façon dont elles prennent confiance en elles dans le cadre de nos projets. C'est si réjouissant de les voir devenir plus créatives, plus épanouies et plus sûres d'elles. Je suis une personne qui aime aider les autres en général. Mais je remarque aussi à quel point les femmes sont défavorisées dans notre société, surtout dans les zones rurales. Et à quel point il est important de leur offrir de meilleures perspectives – et qu'elles saisissent ces opportunités.

Comment t'aperçois-tu que les participantes au projet améliorent leur estime de soi ?

Pour moi, il suffit de voir leur évolution au fil des projets. Au début, les femmes sont très renfermées et prennent rarement la parole. Elles attendent que l'homme parle.

Nadège Houetohossou se forme aux questions de genre en parallèle de son travail de coordinatrice locale à Brücke Le Pont.

Mais plus les femmes sont intégrées dans les projets, plus elles sont présentes. C'est une grande joie !

Effectuent-elles des tâches traditionnellement réservées aux hommes, telles que les travaux physiques ?

Exactement, c'est ce qu'elles font. Il y a des femmes qui veulent par exemple utiliser la faucheuse, ou d'autres qui souhaitent devenir meunière. Les femmes prennent plus d'initiatives et s'engagent davantage. Même si cela déstabilise parfois un peu les hommes. Il arrive par exemple qu'ils soient jaloux lorsque les femmes travaillent dans les champs ou en coopérative avec d'autres hommes. C'est un processus compliqué, surtout au début. Mais cela s'atténue avec le temps et l'implication active des organisations partenaires.

Ce sujet semble être important pour toi. Pourquoi ?

C'est une passion : je suis actuellement une formation continue en études de genre. D'une manière générale, j'aime parler d'égalité et je veux aider les personnes défavorisées grâce à mon travail. Quand je réalise à quel point les femmes améliorent durablement leur vie – notamment grâce à l'approche de développement des systèmes de marché (MSD) que Brücke Le Pont utilise dans ses projets – et que les structures patriarcales sont ainsi peu à peu brisées, cela me fait très plaisir. ○

Le secteur de l'ananas au Bénin : trop important pour être négligé

Des dizaines de milliers de personnes travaillent le long de la chaîne de valeur de l'ananas au Bénin. Le marché est très grand, notamment parce que le secteur fait partie des chaînes de valeur agricoles promues par le gouvernement. Mais le travail agricole doit devenir plus équitable. Brücke Le Pont et son organisation partenaire s'y emploient.

Texte : Pascal Studer



Le secteur de l'ananas est un pilier important de l'économie béninoise. Entre 2010 et 2019, la production est passée d'environ 266 000 tonnes à plus de 355 000 tonnes, notamment grâce au soutien actif de l'État. Des dizaines de milliers de personnes travaillent le long de la chaîne de valeur du fruit, qui est exporté à grande échelle, en particulier vers l'Europe.

Mais les ouvriers et ouvrières agricoles sont les grands oublié-es de ce marché en expansion. Et c'est précisément là qu'intervient le projet de Brücke Le Pont.

Morsures de serpent, manque d'eau, blessures

Au Bénin aussi, le travail dans les champs est laborieux. En raison du manque de vêtements de protection, les ouvriers et ouvrières sont exposé-es aux morsures de serpents et aux blessures, entre autres aux yeux, à cause des feuilles pointues des ananas. Les soins médicaux ne sont pas disponibles sur place, car les pharmacies et l'approvisionnement en eau font défaut. De plus, les droits du travail ne sont pas respectés : les ouvriers-ères agricoles n'ont pas d'assurances sociales car leur profession n'est pas reconnue.

C'est dans ce contexte que Brücke Le Pont a lancé un projet en juillet 2022, en collaboration avec l'ONG locale « Association pour les initiatives de développement » (Apid). L'objectif : renforcer les ouvriers-ères agricoles dans le secteur de l'ananas.

Les ouvriers-ères agricoles sont indispensables pour l'essor du secteur de l'ananas au Bénin. Cette participante au projet le sait bien.

Une stratégie qui fonctionne

Le projet prend de l'ampleur, et est maintenant actif dans cinq communes du sud du pays, principale région de production. Plus de 3800 ouvriers-ères agricoles connaissent désormais leurs droits au travail et ont été encouragé-es à se regrouper en coopératives. C'est une étape importante, car cela permet à l'association faitière du secteur de l'ananas de reconnaître les ouvriers-ères agricoles en tant qu'acteurs de la chaîne de valeur. Ainsi, ils et elles ne sont plus ignoré-es, mais ont leur mot à dire.

Dans ces cinq communes, les ouvriers-ères agricoles, déjà regroupé-es en coopératives, mènent des discussions avec les clients pour que le prix indicatif, déjà introduit dans la commune d'Allada, soit appliqué dans d'autres localités.

La stratégie, déjà testée et approuvée dans le cadre du projet Mapto au Togo (voir p. 4-9), semble donc prometteuse au Bénin. C'est encourageant car les conditions de travail doivent encore être améliorées – par des formations, la reconnaissance de la profession et la collaboration au sein des coopératives. ○

Pour plus d'informations sur le projet :
→ bruecke-lepont.ch/ananas-equitables



Politique de développement

La Suisse solidaire : une légende ?

De nombreuses légendes existent concernant la coopération internationale au développement (CI). Examinons en quelques-unes de plus près. Par exemple : la Suisse est-elle vraiment généreuse ?

Qui n'a pas entendu dire que la Suisse dépensait trop pour la CI ? Ou encore que la Suisse en fait déjà assez pour les pays du Sud et qu'on ne peut pas en attendre davantage. Après tout, le siège principal du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se trouve à Genève, de même que le siège européen de l'ONU. Et ne dit-on pas que la Suisse a une tradition humanitaire infaillible ?

Mais jetons un coup d'œil objectif sur les chiffres et les engagements. Il y a plus de 50 ans, les Nations unies ont fixé un objectif afin qu'en 1980, les pays riches consacrent 0,7% de leur produit intérieur brut (PIB) annuel au financement public du développement. C'est ce que l'on appelle le quota APD (Aide publique au développement).

Entre-temps, 44 ans se sont écoulés. Et la Suisse ? Elle n'a jamais atteint l'objectif qu'elle avait soutenu. Au contraire, si les coupes budgétaires actuellement discutées au Parlement passent, le taux d'APD tombera même à 0,36 % d'ici 2028.

La Suisse est-elle vraiment si généreuse ? Ou devrait-elle en faire plus ? Je vous laisse le soin de répondre.

Texte : Pascal Studer

La Suisse tire la sonnette d'alarme

Les semaines à venir seront décisives pour la coopération internationale au développement (CI) de la Suisse. Le budget pourrait bien être drastiquement réduit, notamment pour financer la reconstruction importante de l'Ukraine que la Suisse ne veut pas financer avec un fonds exceptionnel.

La Suisse ne doit pas laisser tomber les personnes les plus démunies. Tirons ensemble la sonnette d'alarme et signalons au Conseil fédéral et au Parlement que nous ne voulons pas faire des économies aux dépens des pays du Sud.

#SOYONS SOLIDAIRES MAINTENANT

Nous félicitons le KAB de Saint-Gall

Cette année, le KAB de Saint-Gall fête ses 125 ans. Sans eux, notre travail ne serait pas possible. Nous les félicitons chaleureusement et leur souhaitons le meilleur pour l'avenir !



Bienvenue, Carola!

Carola Haymoz a rejoint Brücke Le Pont mi-avril et travaille à l'administration. Avant cela, elle a travaillé dans une entreprise internationale. « J'avais toutefois le souhait de travailler dans une organisation qui s'engage pour les gens », explique-t-elle. Chez Brücke Le Pont, elle apprécie la diversité des tâches et « le sentiment agréable d'apporter une contribution positive au monde ».



Bienvenue, Carine!

Carine Alves da Silva travaille depuis début juin à l'administration de Brücke Le Pont. Auparavant, elle était employée dans le domaine médical dans un cabinet.

Ce qui l'a poussée à changer, c'est surtout son désir de faire davantage pour l'égalité et la solidarité : « Je veux m'engager pour quelque chose de bien et exercer un travail qui a du sens », dit-elle. Elle est heureuse de retrouver ces valeurs chez Brücke Le Pont.



Bienvenue, Daniel!

Daniel Oester est responsable de la collecte de fonds institutionnelle en Suisse alémanique depuis début juillet. Auparavant, il a travaillé pendant 15 ans comme spécialiste en marketing à la Fondation de l'Armée du Salut Suisse à Berne. « Donner du sens à son travail est pour moi une nécessité. Chez Brücke Le Pont, j'accède à un nouveau domaine d'activité dans la coopération au développement, que j'envisageais depuis longtemps – notamment en raison de mon environnement privé multiculturel ». Il se réjouit de contribuer à une organisation qui prend au sérieux les besoins des populations du Sud global.

Votre don a un impact durable



Avec votre don, vous aidez des milliers d'ouvriers et ouvrières agricoles au Togo et au Bénin à accéder à un travail équitable et à améliorer durablement leurs conditions de vie. Un grand merci pour votre précieuse contribution !

Brücke Le Pont
Rue St-Pierre 12, 1700 Fribourg
bruecke-lepont.ch

Comment faire un don ?



Sur notre site internet
bruecke-lepont.ch/dons



Par e-banking sur le compte
IBAN CH43 0900 0000 9001
3318 2



Avec un bulletin de versement
QR (téléchargeable sur
bruecke-lepont.ch/dons)



Avec l'application Twint,
depuis votre portable

**Faites un don avec
TWINT !**



Scannez le code QR avec
l'app TWINT



Confirmez le montant et
le don



Chaque contribution – quel que soit le montant – est cruciale. Faites un don dès maintenant. Merci beaucoup !

Ensemble pour un travail décent